

SOMMAIRE

 [Télécharger la revue](#)

 [Podcasts](#)

 [Vidéos](#)



CRITIQUES

- 1** | JOSPIN PAGE A PAGE
par Thierry Germain
- 2** | L'ENFER DE MATIGNON. CE SONT EUX QUI EN PARLENT LE MIEUX -
Raphaëlle Bacqué et Philippe Kohly (Editions Albin Michel)
par Virginie His
- 3** | CHAQUE PAS DOIT ETRE UN BUT - Jacques Chirac, Jean-Luc Barré (Nil Editions)
par Jérémy Sebbane
- 4** | L'ANTISEMITISME A GAUCHE, HISTOIRE D'UN PARADOXE, DE 1830 A NOS JOURS -
Michel Dreyfus (Editions La Découverte)
par Nicolas Vignolles
- 5** | DE QUOI COMMUNISME EST-IL LE NOM ? - Revue *Contretemps*, n° 4
par Thierry Roure

CHRONIQUES

- 6** | L'EUROPE PAR LE MARCHE - HISTOIRE D'UNE STRATEGIE IMPROBABLE -
Nicolas Jabko (Presses de Sciences Po)
par Etienne Pataut
- 7** | POURQUOI LES CRISES REVIENNENT TOUJOURS - Paul Krugman
(Editions du Seuil)
par Joël Le Déroff
- 8** | 428, UNE ANNEE ORDINAIRE A LA FIN DE L'EMPIRE ROMAIN - Giusto Traina
(Editions Les belles lettres)
par Benjamin Foissey
- 9** | AL-ANDALUS, 711-1492 : UNE HISTOIRE DE L'ESPAGNE MUSULMANE -
Pierre Guichard (Editions Hachette)
par Benjamin Foissey

ECHAPPEES

- 10** | INVICTUS - Film américain de Clint Eastwood
par Jérémy Sebbane

Esprit Critique

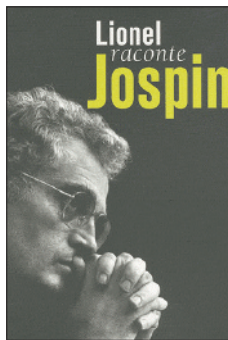
se faire son opinion

CRITIQUES

A L'ESSAI

1. JOSPIN PAGE A PAGE

PAR THIERRY GERMAIN



Avant que Lionel Jospin ne fasse valoir à son tour son droit d'inventaire¹, il aura occupé bien des pages de multiples opuscules. Dans son journal interrompu², qui aurait pu s'intituler « Jocrisse au pays des longues figures », Sylviane Agacinski accuse : « il [Lionel Jospin] a souffert de la publication de biographies dans lesquelles il ne se reconnaissait pas ».



Et c'est vrai que cerner l'homme Jospin ne semble pas chose aisée. Serge Raffy³ cale (« tout homme politique est un leurre »), Jean-Paul Huchon⁴ doute (« cet homme reste un mystère ») et même le fidèle Olivier Schrameck⁵ se perd en conjectures : « je demeurais frappé par l'amplitude potentielle du personnage ».

Tentons donc de voir à quoi cela ressemble, une amplitude potentielle.

Jospin est rigide

« Lionel Jospin n'a pas les neurones flexibles » (Michel Rocard ; entretiens avec Georges-Marc Benamou)

Cette rigidité souvent évoquée, chacun l'exprime à sa façon : sobre pour Jean-Paul Huchon

(« il est raide »), prudente pour François Hollande (« son maître mot, c'est se contrôler »), un tantinet directe pour François Mitterrand (« quel coincé psychorigide, cérébral et compliqué »).

Même lorsqu'elle s'emploie à couvrir le tenace bruit de fond qui définitivement éloigne Lionel Jospin de la catégorie des artistes de cabaret, sa compagne n'inverse pas fondamentalement la tendance : « L n'est pas souple, mais il a une droiture corporelle qui répond à sa droiture morale et à son orgueil ».

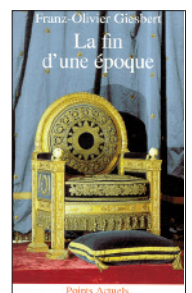
Elle en mesure d'ailleurs les raisons : l'enjeu est d'abord de « se faire connaître, reconnaître, craindre. L'amitié vient en surcroît, comme un luxe qui reste fragile ». Les politiques tels les masques de James Ensor, ce n'est pas si mal vu. Au demeurant, si rigueur est rigidité, si droiture est aveuglement, si obstination est acharnement, si sérieux est ennui et si conviction est naïveté, on peut effectivement dire que Lionel Jospin est « rigide ».

Mais dans le cas contraire ?

Jospin aime la castagne

« Quel dommage qu'il n'ait pas le caractère de Jospin. Quelle carrière il aurait fait » (Mitterrand sur Laurent Fabius, cité par Franz-Olivier Giesbert)

« Tel est Jospin : hérissé comme un fagot d'épines, il préfère mourir que de se rendre », dit aussi FOG⁶. Serge Raffy n'hésite pas à généraliser le propos : « Jospin aime les grandes batailles. Son œil s'éclaire au moment des chocs frontaux ».



C'est ce « battling Jospin » qui aura semé quelques fameux horions, en affrontant Georges Marchais à la télévision (« moi aujourd'hui, j'ai donné des cours. Vous, ça fait trente ans que vous n'avez pas été en usine »), Laurent Fabius dans les congrès, François Mitterrand en son palais, Michel Rocard dans les journaux (avec le bien peu respectueux « gouverner mieux » en 1988), Chirac enfin un peu partout.

Avec en point d'orgue le fait d'armes d'avoir attrapé le président par le revers de sa veste, en

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

plein palais de l'Élysée et à peine la présentation du nouveau gouvernement Cresson achevée. « On ne m'a jamais traité comme cela », soufflera un Mitterrand un peu chiffonné et plutôt ébahi.

Mesurait-il à quel point ?

Jospin est un éthique qui parfois tique

« Dans la faune mitterrandienne, composée généralement de fauves, petits ou grands, Jospin est très atypique, c'est un raton laveur » (Franz-Olivier Giesbert)

Lorsque qu'il évoque les éléphants socialistes, Jean-Paul Huchon distingue Lionel Jospin : « il introduisait de l'éthique. Il ignore la mesquinerie et respire la loyauté ».

La posture personnelle sera déterminante dans la « seconde carrière » de Lionel Jospin. Positive puisque collant bien à la période, elle viendra pourtant focaliser à l'excès le débat de l'élection présidentielle. Cette sincérité peut aussi « jouer à la baisse » dans les périodes difficiles. Après Rennes, « l'homme est rompu par tant de contradictions intérieures » qu'il « est désormais statique et replié sur ses désillusions », dit Jean-Paul Huchon. « Jospin est dans un état étrange, regardant devant lui, sans expression. Il ne lèvera pas le petit doigt », confirme Giesbert.



Michel Rocard⁷ dresse lui aussi ce portrait d'un homme dont la sincérité foncière (« la caractéristique qui soutient tout le système : il n'aime pas le mensonge ») peut se transformer en une réelle fragilité (ainsi son spectaculaire retrait de la vie politique au soir du 21 avril 2002 : « sans doute un trait de caractère qu'il n'a pas traité »).

Ce « trait », ne serait-ce pas l'orgueil ?

Jospin ou l'art de donner du temps au temps

« Peut-on rattraper le temps qu'on n'a pas perdu ? » (Alexandre Vialatte)

L'on peut en croire Olivier Schrameck, qui le connaît bien (« il fallait que, dans son esprit, un déclic se produisit pour que cristallisât une détermination, alors fermement mise en œuvre ») : le moteur qui propulse la machine Jospin, outre qu'il est manifestement à explosion, est un deux-temps.

Son temps mort peut quelquefois tutoyer la chance. Au début de 1993, Lionel Jospin, désireux de prendre du recul, se voit refuser un poste par Alain Juppé. C'est ensuite Michel Rocard qui finalement décide d'être tête de liste aux européennes, avec le résultat que l'on sait. Enfin Jacques Delors choisit au terme d'un étrange suspense de jeter l'éponge pour 1995.

Mais ce temps n'est pas fait que d'épisodes plus ou moins heureux. Il change aussi jusqu'au tréfonds de l'être (« il allait revenir en politique et ce ne serait plus le même homme », constate Jean-Paul Huchon à Liévin)⁸, même si toujours il peut être sujet à discussion : perdu ou pas perdu, et pour qui ?



Ainsi, si l'on en croit Rocard, « Jospin est revenu trop tôt », ce qui n'a pas permis « d'approfondir la mutation théorique alors en cours, et donc d'assumer enfin d'être des sociaux-démocrates ».

Mais existe-t-il un bon tempo en politique ?

Jospin est un « trop triste »

« Les trotskistes sont objectivement intellectuellement limités » (Michel Rocard ; entretiens avec Georges-Marc Benamou)

Le « topo guide » de la carrière politique de Lionel Jospin présenta longtemps des sentiers dérobés, même s'ils étaient manifestement connus des professionnels de la discipline.

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

L'on sait aujourd'hui que sa rencontre avec Boris Fraenkel en 1965, puis la formation que celui-ci délivre à sa jeune recrue, feront de Lionel Jospin un membre éminent de l'OCI, sous le « blaze » de Michel. Et que c'est vêtu de ce sous-vêtement idéologique que Lionel/Michel adhère d'abord au PSU, puis au PS en septembre 1971.

Une situation qui va suffisamment durer pour entretenir d'inévitables interrogations sur l'identité profonde de Lionel Jospin. Ainsi en 1986, lorsque « Kostas » (Cambadélis) arrive au PS entouré de 250 membres de l'OCI, cela fait jaser dans les cénacles. D'autant que ce mouvement collectif intervient après une tentative manquée de débarquement du camarade Lambert, ce via une commission joliment dénommée « la hache », laquelle avait pour mission d'enquêter sur les comptes quelque peu fumeux d'une cellule ultra-secrète dite « israélienne » !

Mitterrand, alerté tôt par Robert Potillon, n'a rien ignoré des attaches trotskystes de son protégé d'alors. Il a dû penser qu'il y avait bien assez de Michel comme cela dans son environnement politique immédiat, et qu'à tout prendre un Lionel lui irait bien mieux. Une affaire de patronyme qu'il s'employât à régler à sa façon, non sans un certain succès.



D'aucuns pensent pourtant « qu'à la fin des fins, quand on en vient à la moelle de la quintessence, ça reste un manœuvrier trotskiste, une sorte de machiniste qui ne croit qu'aux appareils »⁹.

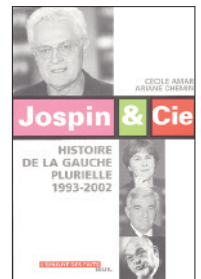
Mais faut-il croire Jacques Chirac lorsqu'il parle de Jospin ?

Jospin est à bâbord d'abord

« Jospin est ancré à gauche, attaché à une tradition populaire, partisan d'un parti de militants capable d'affirmer son autonomie » (Jean-Paul Huchon évoquant le congrès de Rennes)

Il ne faut pas oublier que Lionel Jospin fut dans les années 1970 l'un des acteurs majeurs du dialogue (parfois rêche) avec le PC, et impulsa le premier accord électoral législatif avec les verts de l'histoire du PS (en 1997). Et même si Chevènement n'a pu s'empêcher de risquer un bon mot en forme de nuance (« la correctionnelle aurait suffi »), c'est bien son travail autour des Assises de la transformation sociale qui sera à l'origine de la future « majorité plurielle ».

Pour la conforter, certains efforts seront méritoires, ainsi « DSK dont le conseiller parlementaire, Gilles Finchelstein, n'a pas répugné à accueillir dans son bureau de Bercy des chariots chargés de pétitions du PC ». C'est cependant une vision tactique de la gauche plurielle qui finira par l'emporter, avec en germe toutes les ambiguïtés puis les divisions du printemps 2002. Une simple « navigation à vue » en somme, le PS évoluant au centre d'un système imparfait de concessions et négociations au coup par coup¹⁰.



Dans un mouvement de colère bien compréhensible, au lendemain du 21 avril 2002, Sylviane Agacinski trahissait le positionnement imparfait de son infortuné mari en affirmant : « la gauche qui revit est celle qui s'ennuyait hier, celle que les réformes font bâiller ». Bien qu'ayant marqué de nettes réticences devant la fameuse « troisième voie » de Blair et Schröder¹¹, Lionel Jospin a-t-il pour autant clarifié sa vision du socialisme et de la gauche ?



Qu'est-ce finalement que le « réalisme de gauche » ?

Jospin est l'inventeur de l'inventaire

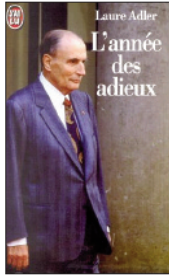
« Que Dieu préfère les imbéciles, c'est un bruit que les imbéciles font courir depuis dix neuf siècles » (Mauriac)

Avec Mitterrand, ce fut d'abord une complicité « quasi-filiale » qui installa Jospin « en héritier » (Serge Raffy). En fait l'un d'eux seulement :

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES



« J'avais sélectionné Fabius et Jospin. Ils se sont fait la guerre »¹². L'on sait que cet affrontement va (dé)structurer le PS pour des années. Avec en point d'orgue l'épisode de Rennes, durant lequel même « armé d'un couteau en plastique » (Pilhan), « Jospin signe sa rupture avec Mitterrand » (Giesbert). Signe d'une réelle tension, l'épisode du mouvement lycéen vaudra au président, fait rare, une véritable « avoïnée » téléphonique de la part de Jospin.

L'approche de l'échéance de 1995 se révèle donc délicate. Outre le fameux « droit d'inventaire », les traces sont profondes de la déclaration de Jospin relative au livre de Péan : « on voudrait rêver d'un itinéraire plus simple et plus clair pour l'homme qui fut le leader de la gauche dans les années 70 et 80 » (Le Point du 10 septembre 1994). Le plus éclairant étant d'ailleurs moins les adjectifs que les dates : dans les années 90, pour Jospin, Mitterrand n'est plus le leader de la gauche.

De ce moment, selon Laure Adler, l'Élysée baigne dans le « tout sauf Jospin ». Lucide sur Delors, désireux de Mauroy, Mitterrand s'énerve de la candidature de Jospin, qu'il a appris de la bouche même de l'intéressé, et froidement enregistré. Tenu à distance de la campagne, il s'emploiera ensuite à minimiser la performance du candidat socialiste : « n'importe qui aurait fait le même score. Ces 23 %, ce sont les miens depuis l'élection de 1965 et le congrès d'Épinay ».

Comparant les hommages posthumes de Chirac et Jospin, Christophe Barbier¹³ note que le second utilise le « nous », refusant de se poser en héritier. Et s'il ne pense certainement pas que « le mitterrandisme est ce qui subsiste quand il ne reste plus rien du socialisme », peut-être irait-il jusqu'à constater avec Giesbert que « le prince de l'équivoque est devenu le roi du couci-couça » ? Reste que leur histoire commune l'empêche à jamais d'avoir sur



Mitterrand les réserves faussement amusées d'un Gilles Martinet (Barbier) : « on ne peut s'empêcher de penser au général Bernadotte, qui n'avait jamais rêvé de Suède avant d'entrevoir la possibilité d'en devenir le roi ».

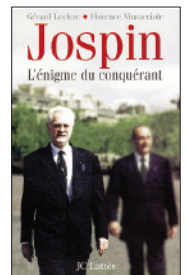
Et jamais Jospin n'aura non plus à utiliser la tactique conseillée par Pilhan à Rocard : « Si vous voulez survivre, attrapez la queue du Minotaure et ne la lâchez plus. Vous risquez d'être éclaboussé de merde, mais vous êtes sûr de ne pas prendre de coups de cornes » (Raffy).

Tel monsieur Jourdain, Lionel Jospin ferait-il du mitterrandisme sans le savoir ?

Jospin a été un patron de gauche heureux

« Le paradoxe, c'est qu'on sera battu parce que le libéralisme a échoué » (Emmanuel à Bérégofov ; cité par Franz-Olivier Giesbert)

Notre propos n'est pas de dresser ici le bilan gouvernemental de Lionel Jospin. Reste que de la circulaire sur le fonctionnement général du gouvernement à la mise en œuvre d'un « pacte républicain de développement et de solidarité », de l'animation de la gauche plurielle aux séminaires gouvernementaux, c'est un Jospin heureux que décrivent Gérard Leclerc et Florence Muracciole¹⁴, dans un hôtel Matignon pourtant souvent présenté comme une succursale de l'enfer !



Une seule ombre à ce bonheur, la cohabitation de plus en plus tendue avec le locataire du grand palais républicain par excellence, sur l'autre rive de la Seine.

Mais s'il peut alors être utile et agréable de traverser le pont, pourquoi vouloir le faire en armure ?

Jospin avait pourtant plus d'un tour dans son sac

« Lionel Jospin dont la qualité est de ne commettre que très peu d'erreurs » (Christophe Barbier)

Pourquoi aura-t-il fallu qu'il les commette toutes en même temps !

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

Si l'on se réfère aux slogans de sa campagne toulousaine, « Jospin » et « communication » ne furent pas toujours de parfaits synonymes ! Entre l'improbable « un homme, en vrai » et le très vintage « la gauche met le turbo », cette mâle aventure s'était belle et bien finie en queue de poisson.

Pourtant, les années Matignon furent marquées par une bonne appréhension des enjeux de communication et d'image. Quant à Jacques Séguéla, il avait heureusement œuvré lors de la campagne législative victorieuse de 1997, la seule gagnée par le PS sans être dans la foulée d'une présidentielle.

Alors, pourquoi tant d'erreurs en si peu de temps ? Pourquoi ne pas prendre plus de recul, mieux maîtriser son temps et son tempo ? Pourquoi se focaliser sur l'adversaire ? Pourquoi une équipe de campagne pléthorique, et une organisation complexe ? Pourquoi ne pas se centrer avant tout sur un projet, et une vision de l'avenir ? Pourquoi dire que ce projet « n'est pas socialiste » ? Pourquoi prétendre avoir « péché par naïveté » sur la question centrale de la sécurité ? Pourquoi omettre que le premier tour est avant le second, et qu'il sert à rassembler son camp¹⁵ ?



Ce n'est pourtant pas dans la recherche de faux coupables et de vraies raisons que toute cette terrible affaire se dénoue, mais peut-être, ironie du sort, dans cette phrase de François Mitterrand citée par Thierry Saussez : « La politique n'est ni logique, ni morale, c'est d'abord une dynamique ».

Au final, quelle dynamique aura manqué en 2002 ?

Jospin a un fils en politique

« *The Jospin's son is alive and well and live in Washington* » (citation anonyme)

Ce que semble confirmer Sylviane Agacinski, malgré l'implacable anonymat du prénom : « parmi les politiques, Dominique m'a toujours semblé le préféré de Lionel ».

Mais existe-il réellement des héritages en politique ?

Un jour, si l'on en croit Ariane Chemin et Cécile Amar, Staline convoqua Khrouchtchev et lui confia deux enveloppes. Celui-ci ne devait les ouvrir qu'en cas d'extrêmes difficultés. Lorsqu'elles se produisirent, Khrouchtchev ouvrit la première enveloppe, laquelle contenait cette simple phrase : « mets-moi tout sur le dos ». Avec le 20^e congrès, ce fut chose faite. Puis les choses se dégradèrent à nouveau et Khrouchtchev ouvrit la seconde enveloppe. Avec à l'intérieur ce seul message : « prépare deux enveloppes ».

Lionel Jospin ne prépare pas d'enveloppe. Il fait des livres.

Le fait-il comme Christophe Barbier dit que le faisait Mitterrand, « en songeant que sa plume est la plus lente des aiguilles d'horloge » ?

Ou le fait-il parce que, un certain soir d'avril 2002, il a pu prendre à son compte une très belle phrase de sa femme, chuchotée un jour à l'oreille de Dominique Desanti : « il faut parfois faire son deuil des vivants, pas seulement des morts, et c'est encore plus difficile ».

1. Lionel Jospin, Pierre Favier : *Lionel raconte Jospin* (Seuil ; 2010)
2. Sylviane Agacinski : *Journal interrompu* (Seuil ; 2002)
3. Serge Raffy : *Jospin, secrets de famille* (Fayard ; 2001)
4. Jean-Paul Huchon : *Jours tranquilles à Matignon* (Grasset ; 1993)
5. Olivier Schrameck : *Matignon rive gauche 1997/2001* (Seuil ; 2001)
6. Franz-Olivier Giesbert : *La fin d'une époque* (Fayard/Seuil ; 1993)
7. Michel Rocard, Georges-Marc Benamou : *Si la gauche savait* (Robert Laffont ; 2005)
8. Jean-Paul Huchon : *La montagne des singes* (Grasset ; 2002)
9. Franz-Olivier Giesbert : *La tragédie du président* (Flammarion ; 2006)
10. Cécile Amar, Ariane Chemin : *Jospin et compagnie, l'histoire de la gauche plurielle* (Seuil ; 2002)
11. Sylvie Maligorne : *Duel au sommet* (Seuil ; 2002)
12. Laure Adler : *L'année des adieux* (Flammarion ; 1995)
13. Christophe Barbier : *Les derniers jours de François Mitterrand* (Grasset ; 1997)
14. Gérard Leclerc, Florence Muracciole : *Jospin, l'énigme du conquérant* (JC Lattès ; 2001)
15. Jacques Séguéla, Thierry Saussez : *La prise de l'Elysée* (Plon ; 2007)

CRITIQUES

A L'ESSAI

2. L'ENFER DE MATIGNON.

Ce sont eux qui en parlent le mieux

Raphaëlle Bacqué
et **Philippe Kohly**

Série documentaire de quatre fois 52 minutes
en DVD et VOD

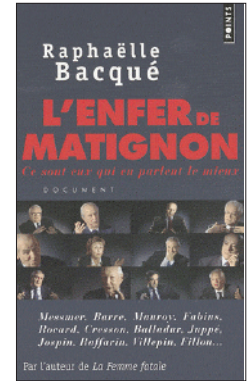
Editions Albin Michel,

septembre 2008, 318 pages, 20 €

PAR VIRGINIE HIS

Ils sont douze*, onze hommes et une femme. Ils ont un point commun : chacun d'eux a séjourné à l'Hôtel Matignon. Dans la vie comme dans la série, ils se sont donc pour la plupart succédés les uns aux autres dans ce fauteuil aux allures de siège éjectable. Tous les Premiers ministres de la V^e République ne sont pas là, puisque Jacques Chirac a été écarté pour exercice de fonctions présidentielles. Pierre Bérégovoy, qui mit tragiquement fin à ses jours, est lui présent grâce aux images d'archives. En charge du ministère des Finances dans le gouvernement d'Edith Cresson, il tient une large place dans les propos sans concession de celle-ci, qui lui reproche d'avoir entravé son action en lui refusant les budgets nécessaires. Première femme à exercer de telles fonctions, elle explique avoir été un « pion » de François Mitterrand qui voulait être le premier à nommer une femme à ce poste tout en élaborant la liste de celles et ceux devant entrer dans son gouvernement. La dame ne semble donc guère avoir trouvé de motifs d'épanouissement à Matignon ! Chez ses camarades masculins les souvenirs, même s'ils sont souvent aigres, sont remémorés avec une certaine nostalgie, un recul par rapport au tumulte que fut l'exercice de leur fonction si particulière. Les Premiers ministres les plus heureux ont sans aucun doute été ceux de la cohabitation :

Edouard Balladur et Lionel Jospin en font l'aveu même si tous deux n'ont jamais pu traverser la Seine pour aller s'installer dans le Palais d'en face... Hormis pour Jacques Chirac, et pas dans la foulée l'une de l'autre, la fonction de Premier ministre ne semble donc pas être le tremplin idéal pour la Présidence, même si certains y croyaient vraiment ou que d'autres y croyaient pour eux. Ainsi Alain Juppé raconte-t-il qu'alors qu'il est au plus bas dans l'opinion, Jacques Chirac lui demanda un jour « *C'est dur, hein ?* ». Alain Juppé en soupirant lui répondit « *Oui, c'est dur* » et le Président d'ajouter « *Vous verrez, on est bien mieux ici* ».



De l'antichambre au bureau, des couloirs aux vestibules, le cadre policé de l'Hôtel Matignon, avec son majestueux jardin à la française aux apparences tranquilles, est en réalité rempli de chausse-trappes que le Premier ministre doit tenter d'éviter. Il s'y joue une pièce dont aucun des protagonistes n'est dupe. Méfiance, arrogance, vindicte, désaveu, coups bas et complots en tous genres, tout y est. Il y a toujours des « visiteurs du soir » pour nuire rive droite aux intérêts du Premier ministre. Car malgré l'enfer, le poste est convoité. Contrairement à ses camarades, François Fillon témoigne alors qu'il est aux commandes de la France. Il parle de son amitié avec le Président de la République, on les voit courir ensemble... presque une image d'Epinal. On imagine l'exercice délicat pour l'actuel Premier ministre que de confier ainsi ses états d'âme ; même s'il avoue regretter la résidence de la Lanterne autrefois dévolue au Premier ministre désireux de faire une petite pause, désormais intégrée dans le giron de l'Élysée. Il se remémore ses postes de ministre et fait son *best of* des différents locataires de Matignon qu'il a connus. Sans surprise, c'est Edouard Balladur qui décroche la première place du podium.

Entre anecdotes, situations tragi-comiques, moments historiques et temps forts de la République, ce sont souvent les petites histoires qui font la grande. Ainsi ce récit de Michel

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

Rocard dans le chapitre consacré à la santé des Premiers ministres. Il y relate comment il a fini dans un bain chaud pendant que Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur tentaient de trouver une solution amiable pour régler le conflit en Nouvelle-Calédonie. Pris d'une crise de colite néphrétique affreusement douloureuse, Michel Rocard est contraint de quitter fréquemment la table de ce déjeuner qui devait être celui de la conciliation entre les deux parties. La douleur persistant, le médecin de Michel Rocard ordonne alors « Mettez le Premier ministre dans un bain chaud ! ». Pendant que celui-ci repose soulagé dans sa baignoire de Matignon pendant près de quarante-cinq minutes, Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur trouvent un terrain d'accord et signent un communiqué commun.

On savoure sans modération le récit des nominations. Raymond Barre avoue sa surprise et se demande s'il sera à la hauteur, François Mitterrand propose à Pierre Mauroy un ticket gagnant qui restera leur secret jusqu'aux échéances, Edouard Balladur, après avoir visité une exposition consacrée à un pharaon, raconte qu'il a été informé en regardant la télévision que François Mitterrand le nommait Premier ministre. Dans un déjeuner à quatre avec Pierre Bérégovoy et Jean-Louis Bianco, François Mitterrand au beau milieu de la réunion de travail explique que dans une heure et quart il doit nommer un nouveau Premier ministre et qu'il y a une « *petite prime pour Michel Rocard* », au grand dam de son ami Pierre Bérégovoy. Quant à Laurent Fabius, François Mitterrand l'informe lors d'un déjeuner qu'il est un des derniers en liste des premier ministrables. Le jeune énarque annule alors ses rendez-vous, ayant à peine réfléchi à l'éventualité de prendre Matignon, lorsqu'il apprend dans l'après-midi que François Mitterrand l'a nommé.

Alors, enfer ou paradis ? Comme le dit justement Edouard Balladur, « *Je n'ai jamais entendu dire que qui que ce soit ait refusé de l'être* ».

L'enfer, c'est aussi l'après-Matignon. Quand Michel Rocard raconte son retour dans son fief des Yvelines et qu'il lit le journal dans un bureau de la mairie de Conflans, on imagine le contraste et le sentiment de n'être plus rien, d'avoir tout perdu. Il faut se reconstruire. Alain Juppé a « *pensé ses plaies à Venise* ». Pierre Mauroy est le plus émouvant car, plus que quitter Matignon, c'est quitter François Mitterrand qui l'attriste. Les images d'archives de ce dernier petit-déjeuner en tête-à-tête témoignent de cette difficulté à se quitter pour les deux hommes qui tentent de ralentir la course frénétique du temps pour passer encore quelques instants d'amitié. François Mitterrand dira « *ce sera un des moments les plus émouvants de ma carrière politique* ».

En quatre heures d'images et de témoignages, ce documentaire nous plonge dans ce lieu de pouvoir exceptionnel mais aussi dans l'univers parfois impitoyable de la politique française et de la V^e République. On y voit les hommes derrière la fonction, et ce point de vue est trop rare pour ne pas être goûté à sa juste valeur.

* Pierre Messmer, Raymond Barre, Pierre Mauroy, Michel Rocard, Edith Cresson, Edouard Balladur, Dominique de Villepin, Alain Juppé, Lionel Jospin, Jean-Pierre Raffarin, François Fillon.

CRITIQUES

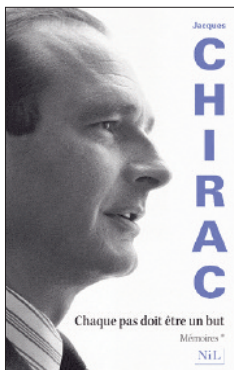
A L'ESSAI

3. CHAQUE PAS DOIT ÊTRE UN BUT. *Mémoires tome 1*

Jacques Chirac, Jean-Luc Barré

Nil Editions,
novembre 2009, 512 pages, 21 €

PAR JEREMY SEBBANE



Depuis qu'il n'est plus leur président, les Français, pas rancuniers après douze ans d'inaction, aiment de plus en plus Jacques Chirac devenu champion des baromètres politiques. Comme si, progressivement, l'image du politicien sympathique et chaleureux avait remplacé celle du candidat de la fracture sociale jamais résorbée et des innombrables promesses non tenues.

Dans ce contexte, le succès époustouflant du premier tome de ses mémoires n'aura été une surprise pour personne. Il est vrai que la promotion de l'ouvrage a été aidée par le renvoi au même moment de l'ancien Président de la République devant le tribunal correctionnel de Paris où il comparaitra peut-être pour « abus de confiance » et « détournement de fonds publics » portant sur 21 emplois fictifs à la mairie de Paris qu'il a occupée de 1977 à 1995.

Alors autant dire la vérité : le livre de Jacques Chirac est globalement ennuyeux, ne nous apprend pas grand-chose et est assez mal écrit, même si, rendons justice à l'ancien Président, les autobiographies politiques sont souvent

dépourvues de style et consensuelles dans le fond comme dans la forme.

Cependant, tout n'est évidemment pas à jeter dans cet ouvrage. On peut par exemple saluer la pudeur de Jacques Chirac quand il évoque dans de jolies pages sa jeunesse et sa famille. On pourra aussi s'amuser de le voir revenir sur sa période communiste (« Ce qui m'a entraîné brièvement vers les communistes, c'est avant tout les idéaux pacifistes dont ils se réclamaient. Comme beaucoup de jeunes gens de ma génération, horrifiés par la tragédie d'Hiroshima, j'étais hostile à toute utilisation de l'arme nucléaire »). S'amuser plus encore de le voir revenir sur sa rencontre avec Michel Rocard qu'il trouvait à l'époque, ironie de l'histoire, « pas assez à gauche » : « Je me sens tellement en phase avec ses convictions anticolonialistes et tiers-mondistes que je le juge parfois trop modéré. (...) Un jour, Michel Rocard m'explique qu'il est temps pour moi d'adhérer à la SFIO. Je lui réponds, après avoir accepté de l'accompagner à une réunion de section, que son parti me paraît encore trop conservateur, si ce n'est réactionnaire, et qu'il manque de dynamisme. En bref, la SFIO, pour moi, n'est pas assez à gauche ».

On notera également la volonté de Jacques Chirac de rappeler son engagement continu contre la peine de mort : « J'ai toujours été hostile à la peine de mort, estimant qu'en aucun cas elle ne saurait constituer un acte de justice. Personne, selon moi, n'est en droit de porter atteinte à la vie humaine. J'ai beaucoup regretté qu'on ait tant tardé à prendre une telle décision. Mais celle-ci ne pouvait venir que du chef de l'Etat, seul détenteur du pouvoir de gracier ou non un condamné. Si j'avais été élu président de la République en mai 1981, c'est une des premières mesures que j'aurais tenté de faire adopter, mais avec moins de facilité, sans doute, que François Mitterrand. »

On pourra d'ailleurs également juger digne et élégant le bel hommage que Jacques Chirac rend à son prédécesseur François Mitterrand, pour lequel il semble avoir une grande admiration et une certaine fascination malgré les désaccords que ceux-ci ont pu avoir durant près d'un quart de siècle : « Je n'ignore pas la complexité du personnage, ni les zones d'ombre qui

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

jalonnent son parcours, mais l'homme que je découvre m'apparaît d'une finesse de jugement et d'une intelligence tactique que j'ai rarement rencontrées dans le monde politique ».

On pourra, enfin, reconnaître à Jacques Chirac un certain talent pour la formule semi-assassine quand il évoque Valéry Giscard d'Estaing (« Ce bref séjour commun au fort de Brégançon ne fait que confirmer tout ce qui me sépare d'un président si imbu de ses prérogatives qu'il en arrive à traiter ses hôtes, fût-ce son premier ministre, avec une désinvolture de monarque »), Edouard Balladur (« Sceptique par nature et libéral par conviction, Edouard Balladur est un calculateur froid qui répugne aux emballements et aux coups d'éclat ») ou le Nicolas Sarkozy d'avant 1995 (c'est un homme avec une « volonté, qui ne l'a pas quitté, de se rendre indispensable, d'être toujours là, nerveux, empressé, avide d'agir et se distinguant par un sens indéniable de la communication »).

Mis à part cela, force est de constater que Jacques Chirac ne se livre pas beaucoup dans cet ouvrage. L'ancien Président déroule finalement son parcours au sein des palais de la République sans jamais proposer d'analyse politique, se limitant à des commentaires superficiels et usant de formules convenues et passe-partout dont il a habitué les Français.

On pourra également lui reprocher une mémoire un peu sélective lorsqu'il passe sur les affaires et préfère valoriser son refus incontestable de s'allier avec le Front National plutôt que de rappeler l'épisode du « bruit et des odeurs », prélude à bien des dérapages qui malheureusement encore aujourd'hui gangrènent la vie politique française.

Souhaitons en tout cas bonne chance à Jacques Chirac pour la rédaction du deuxième tome de ses mémoires où il reviendra sur ses douze années de présidence. Nul doute que cette suite sera plus courte, bien peu de Français pensant que le bilan de ses deux mandats mérite de s'étaler sur 512 pages...

CRITIQUES

A L'ESSAI

4. L'ANTISEMITISME A GAUCHE.

Histoire d'un paradoxe, de 1830 à nos jours

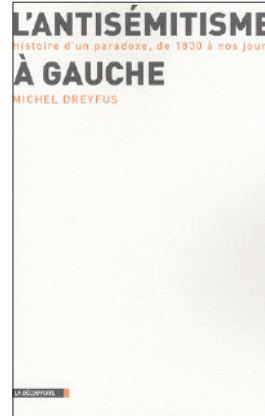
Michel Dreyfus

Editions La Découverte,
septembre 2009, 345 pages, 23 €

PAR NICOLAS VIGNOLLES

L'antisémitisme est un cancer politique. Il a existé et continue d'exister en France, dans les esprits et dans les mots. Selon les époques, son intensité et ses formes ont varié. Religieux, économique ou racial, l'antisémitisme traverse depuis 1830 l'ensemble de la vie politique française, suscitant des débats au cœur de toutes les formations politiques, de droite comme de gauche. C'est ce « comme de gauche », que Michel Dreyfus se propose de comprendre. Comment la gauche, traversée par des idées aussi puissantes et généreuses que l'universalisme, l'antifascisme, l'antiracisme ou le pacifisme a pu – ce ne fut jamais le cas que d'une partie de ses composantes – s'arranger avec l'antisémitisme ? Dans quels interstices, par quels manquements, à cause de quels renoncements la pensée de gauche a-t-elle pu parfois s'avilir au point de se laisser tenter par la haine des juifs ?

D'abord une mise au point car ce questionnement, forcément passionné, n'empêche pas la lucidité : si l'on peut indiscutablement parler d'un antisémitisme à gauche, il ne serait pas juste, historiquement, de parler d'un antisémitisme de gauche. Entre la « pensée antisémite » et la gauche, il fut le plus souvent question d'arrangement ; tout au long de son histoire, jamais la gauche n'en a fait un élément structurant de son discours ou de son identité. Au contraire,



l'immense majorité de la gauche a fait du combat contre l'antisémitisme et contre toutes les formes de racisme le cœur de son combat politique et un ferment de cohésion. Là fut même souvent le plus petit dénominateur commun de toutes les gauches ! Enfin, si le doute était

permis jusque dans les années 1880-1900, il faut rappeler l'importance de l'affaire Dreyfus pour la gauche française. L'Affaire marque, au tournant du siècle, une rupture nette. Pour Michel Dreyfus, « ce tournant est le plus important de toute l'histoire du rapport de la gauche à l'antisémitisme : désormais, plus rien ne sera comme avant ». Pourquoi l'Affaire eut-elle sur la gauche l'effet d'un électrochoc ? Sans doute parce que les socialistes français, notamment, comprennent à cette occasion que leur combat n'est pas seulement social mais qu'il est aussi démocratique, qu'il suppose la défense des droits de l'homme et donc la dénonciation de l'antisémitisme. Il n'est plus possible de se revendiquer ouvertement de gauche tout en portant un discours antisémite.

Pour Michel Dreyfus, l'idée d'un antisémitisme de gauche s'avère peu pertinente. Certes, sous l'impulsion de Toussnel, une partie de la gauche a grandement contribué au développement et à la « vulgarisation » d'un antisémitisme économique, associant systématiquement le juif à la figure du riche banquier et à la famille Rothschild. Certes, la gauche a également fait sien pendant un temps la pensée raciale de la fin du XIX^{ème} siècle, au nom d'une forme de scientisme... Certes enfin, le pacifisme des années 1930 ou les critiques formulées contre le sionisme puis contre la création d'Israël en 1948 ont conduit parfois à des dérives antisémites. Il n'en reste pas moins que, comme l'écrit Michel Dreyfus, la responsabilité de la gauche est « moins d'avoir pensé l'antisémitisme que de ne pas avoir compris toute sa nocivité ». Quelles formes a pris depuis 1830 cet antisémitisme à gauche, ces « judéophobies multiples » selon l'expression de Maxime Rodinson ?

CRITIQUES

Michel Dreyfus recense cinq formes d'antisémitisme à gauche. Chacune est le produit d'un contexte historique et se trouve façonnée voire renforcée par la réalité économique, institutionnelle, sociale du moment, mais aucune ne correspond pour autant exclusivement à une période historique donnée. Le plus souvent, plusieurs antisémitismes se sont parfois agrégés et superposés en même temps à gauche. Quels sont ces cinq idéaux-types ?

D'abord, l'antisémitisme économique, qui est intimement lié à l'antijudaïsme religieux. La critique anticapitaliste conduit les socialistes, sous la plume d'auteurs comme Toussenel, à reprendre à leur compte l'image du juif usurier, du banquier vivant dans l'opulence et le luxe. L'Affaire Dreyfus marquera la fin officielle de cet antisémitisme, même si l'on observera quelques résurgences dans certains discours communistes, et dans les rangs des anarchistes et des pacifistes.

Un second antisémitisme apparaît dans les années 1880. Il puise sa source dans l'affirmation progressive des nationalismes européens et dans l'apparition en Europe de mouvements xénophobes. La nation, qui depuis la Révolution était plutôt un combat de la gauche, devient un « étendard » de la droite. Le contexte de crise économique, le nationalisme ambiant, les scandales politiques (Panama), la fièvre boulangiste font émerger un antisémitisme nouveau, teinté de xénophobie et alimenté par la croyance en une « hiérarchie des races ». La Première Guerre mondiale marquera un coup d'arrêt mais on assistera dans les années 1930 à une forme de réactivation de cet antisémitisme racial, sous une forme rénovée.

En effet, durant les années 1930, dans un contexte de crise économique grandissante, va se construire sur le terreau favorable de l'antisémitisme économique et xénophobe un troisième antisémitisme, plus complexe, dont le moteur principal sera paradoxalement le pacifisme. En effet, face à une Allemagne hitlérienne de plus en plus belliqueuse, nombre de militants de gauche, marqués par le souvenir de la Grande

guerre, refusent le combat frontal face à l'hitlérisme et critiquent sévèrement l'antifascisme. C'est au nom du pacifisme et de l'antimilitarisme que va se développer dans les rangs de la gauche un antisémitisme particulier, l'antisémitisme pacifiste, dénonçant les juifs comme fauteurs de guerre et percevant la présence de Léon Blum à la tête du gouvernement français comme un danger et comme le signe que les juifs, bellicistes, « tirent les ficelles du monde »...

Une quatrième forme d'antisémitisme apparaît durant l'entre-deux-guerres, lié à l'apparition du sionisme et qui se poursuivra, dans une certaine mesure, avec la création de l'Etat d'Israël. Si les socialistes sont d'abord hostiles au sionisme, essentiellement parce qu'ils sont favorables à l'assimilation républicaine des juifs français plutôt qu'à la constitution d'un Etat juif, ils apportent ensuite leur soutien sans réserve à Israël. En revanche, l'hostilité de l'extrême gauche française va de manière constante trouver à s'affirmer, d'abord sur la question même du sionisme, ensuite sur la question plus large de l'anticolonialisme à partir de 1948, enfin sur la question plus spécifique de la défense de la cause palestinienne après la guerre des Six jours en 1967. Difficilement saisissable, cet antisémitisme lié à un antisionisme radical reste marginal, y compris au sein de l'extrême gauche.

Si des dérapages existent, ils sont moins le fait des organisations d'extrême gauche et mouvements associatifs défendant la cause palestinienne que celui de personnalités ayant dérivé vers le révisionnisme et le négationnisme, qui constituent la cinquième forme d'antisémitisme selon la typologie de Michel Dreyfus. La rencontre entre militants de l'ultra-gauche et militants d'extrême droite n'a que peu à voir avec la gauche et la droite... Il reste toutefois que le révisionnisme, alimenté par des auteurs venus de la gauche comme Rassinier, et le négationnisme de Faurisson permettent à certaines personnalités de justifier leurs prises de position sur la question proche-orientale et même sur la mondialisation.

Contrairement à certains raccourcis faciles, ou à certaines accusations dont elle est la cible, la gauche n'a rien à voir avec ces rapprochements entre extrémistes. Il est de son devoir, à chaque fois, de dénoncer les dérapages antisémites de

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

certaines franges de l'ultra-gauche, lorsque ceux-ci se produisent. Mais il est aussi de son devoir de rester lucide et de défendre le droit de ceux qui critiquent, y compris de manière radicale, la politique étrangère d'Israël ou l'attitude de l'État hébreu envers ses citoyens arabes. Aucune complaisance avec l'antisémitisme, mais aucun recul sur la liberté d'expression.

La polémique récente autour des propos de George Frêche et leur condamnation unanime par l'ensemble de la classe politique sont venues opportunément rappeler combien les dérapages antisémites n'ont plus leur place dans l'espace public. Elles rappellent surtout la gauche à son devoir permanent de vigilance.

CRITIQUES

EN REVUE

5. DE QUOI COMMUNISME EST-IL LE NOM ?

Revue *Contretemps*
n°4, décembre 2009

PAR THIERRY ROURE

La revue *Contretemps*, créée en 2001 par Daniel Bensaïd, fondateur et théoricien de la LCR, récemment décédé¹, vient d'être relancée après avoir fusionné avec la revue *Critique communiste* de la LCR. Elle vise à constituer un lieu de débat centré sur le marxisme mais de manière non dogmatique (elle contient d'ailleurs une rubrique intitulée « Mille marxismes », expression chère à Gramsci). Malgré sa volonté d'ouverture, elle n'en affiche pas moins son orientation : développer une réflexion anticapitaliste cherchant à dépasser la « crise des solutions à la crise », un peu à l'image de son fondateur.

Le quatrième numéro de décembre 2009 de la nouvelle série, qui a fait le choix d'être thématique, s'intitule « De quoi communisme est-il le nom ? », référence explicite au *De quoi Sarkozy est-il le nom ?* d'Alain Badiou sans que l'on comprenne quel est l'objectif de cette référence (le président de la République actuel ayant peu à voir, à notre connaissance, avec le communisme), si ce n'est que l'auteur de *L'hypothèse communiste* a développé une controverse constructive avec Daniel Bensaïd qu'il considérait comme une espèce de « compagnon lointain ».

Ceci dit, la somme des contributions contenues dans ce numéro est intéressante. Daniel Bensaïd y développe une vision programmatique du communisme, rappelant que, depuis le *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels, il est fondé sur l'appropriation publique des moyens de productions, l'interdiction de

l'héritage de ces derniers, l'instauration d'une fiscalité progressive, la centralisation du crédit et la mise en place d'une éducation publique et gratuite. Cet ensemble doit ainsi conduire au communisme où « le libre-développement de chacun est la condition du libre développement de tous ». Ce faisant, il reste résolument fidèle au marxisme, et ce d'autant plus que l'hubris capitaliste remet désormais en cause les grands équilibres écologiques ; il préconise ainsi de développer un « écocommunisme radical ». Dans sa contribution, Olivier Besancenot s'inscrit dans cette filiation en revendiquant un métissage du communisme avec la pensée libertaire.

Si, dans les articles suivants, les interactions complexes entre « communisme » et « socialisme » depuis le début du XIX^{ème} siècle sont bien retracées, Isabelle Garo, présidente de la GEME (Grande édition de Marx et d'Engels) et co-animatrice du séminaire « Marx au XXI^{ème} siècle » de la Sorbonne, met surtout l'accent sur la nécessité d'articuler réflexion et action, travail théorique et mise au point d'une stratégie politique adéquate, s'inscrivant de ce fait dans la grande tradition marxiste voulant remettre l'idéalisme hégélien sur ses pieds.

On le voit, dans bon nombre des contributions, la référence à l'auteur du *Capital* reste constante et le mot même de « communisme » est revendiqué : la nécessité de remplacer les socialismes utopiques par un communisme scientifique, la lutte des classes comme moteur de l'histoire, la spécificité du prolétariat, classe universelle dont le triomphe conduira à une société sans classes et la substitution dans le communisme de l'administration des choses au gouvernement des hommes conduisant au dépérissement de l'Etat constituent l'« horizon indépassable de la pensée », pour parler comme Sartre, des brillants auteurs de ce dossier.

Cependant, deux contributions prennent leurs distances avec la référence au marxisme : Michel Surya, spécialiste de Bataille et directeur de la revue *Lignes*, met en exergue la nécessité de développer un « bas matérialisme » seul à même selon l'auteur de *La part maudite* de faire face au fascisme, contrairement au « haut matérialisme » puritain de Marx. Quant à Christian Laval, auteur d'un remarquable *La nouvelle raison du monde* écrit avec Pierre Dardot en 2009, il

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

entend rompre définitivement avec le marxisme en mettant en avant la nécessité d'instituer des « communs », biens à l'usage de tous qui seraient préservés du marché, donnant au terme de « communisme » un tout autre sens que celui de la vulgate marxiste.

Faisant fond sur ces deux derniers auteurs, on peut poser aux défenseurs du marxisme tel qu'il est représenté par la revue *Contretemps* une série de questions. Sur le fond, comment se fait-il que la concorde universelle n'ait pas découlé de l'étatisation des moyens de production dans le nombre considérable de pays qui se sont convertis au communisme au XX^{ème} siècle ? Pourquoi tous ces pays sont-ils revenus sur cette option économique ? Faut-il ne voir là qu'une « contre-révolution bureaucratique » ? Ou le mal est-il plus profond ? Par ailleurs, les catastrophes écologiques n'ont-elles pas été tout aussi importantes à l'est qu'à l'ouest ? De surcroît, la lutte des classes est-elle toujours le moteur de l'histoire alors que de nombreux ouvriers sont actionnaires de leur entreprise et que les cadres dirigeants sont salariés ? La volonté d'instaurer un « égalitarisme radical » conduisant à la volonté de créer un homme nouveau est-elle réaliste au regard de la nécessaire opacité du social et de la nature humaine ?

N'y a-t-il pas là l'expression d'une « passion de l'égalité », pour parler comme Tocqueville, typiquement française, qui conduit au contraire du but recherché, conformément au sens cosmologique du terme de « révolution » comme retour au même ? Dans ces conditions, la seule voie progressiste n'est-elle pas plutôt la réforme que la révolution ?

Sur la stratégie, est-il conséquent de se présenter toujours comme révolutionnaire alors que le vieux Engels avait considéré dès les années 1890 que « le temps des barricades était terminé » ? Plus profondément, peut-on encore se présenter comme révolutionnaire quand son action vise au contraire à résister au démantèlement de l'Etat social comme l'a bien pointé Pierre-André Taguieff ?

Autant de questions auxquelles nous n'avons pas vraiment trouvé la réponse dans ce numéro, par ailleurs stimulant, de la revue *Contretemps*.

1. Sur Daniel Bensaïd, on lira avec profit son autobiographie, *Une lente impatience* (Ed. Stock), où il retrace son itinéraire du bistrot familial à Toulouse jusqu'à sa charge d'enseignant à l'université de Paris VIII-Saint-Denis, de la création des JCR au Café de la mairie de Saint-Sulpice à Paris jusqu'à la fondation du NPA, en passant par mai 68 et de nombreuses participations aux mouvements révolutionnaires internationaux. La Société Louise Michel, qu'il avait fondée peu avant de disparaître, vient d'organiser un important colloque intitulé « Puissance du communisme » à l'université de Saint-Denis.

CHRONIQUES

EUROPE

6. L'EUROPE PAR LE MARCHÉ. *Histoire d'une stratégie improbable*

Nicolas Jabko

Presses de Sciences Po,
novembre 2009, 288 pages, 28 €

(Edition actualisée et remaniée de « *Playing the Market : A Political Strategy for Uniting Europe* », 1985-2005, Cornell UP, 2006)

PAR ETIENNE PATAUT

La « décennie Delors » (soit, *grosso modo*, les années 1985-1995) reste encore aux yeux de ceux que la construction européenne enthousiasme une sorte d'âge d'or. C'est la décennie au cours de laquelle a été adoptée l'acte unique européen, qui a permis l'achèvement du marché intérieur et vu l'édification des fondations de l'Union économique et monétaire avec, à la clé, l'adoption d'une monnaie unique. C'est encore pendant cette période qu'a été adopté le traité de Maastricht, créant l'Union européenne et introduisant dans les textes fondateurs la notion de citoyenneté européenne.

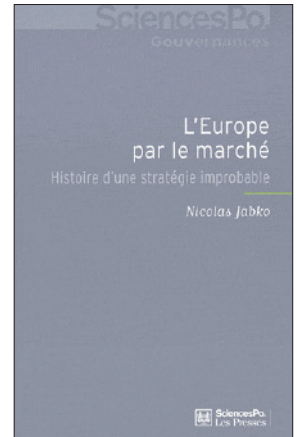
Pour autant, et ce n'est sans doute pas le moindre des paradoxes, c'est aussi à ce moment qu'a progressé l'idée, aujourd'hui si profondément ancrée, selon laquelle l'Europe sera « libérale », entièrement orientée autour de la construction d'un marché à la concurrence libre et non faussée et dont les enjeux politiques principaux seront confisqués par une poignée de techniciens non élus mettant en danger la démocratie telle qu'elle s'exerce dans le cadre national. Cette ligne d'argumentation a conduit aux graves déraillements de la construction européenne au

moment du rejet du projet de constitution, que l'on peine encore aujourd'hui à surmonter.

Le très grand intérêt qui se dégage de la lecture du livre de Nicolas Jabko vient précisément de ce qu'il aborde de front et en profondeur ce qui n'est, le plus souvent, qu'un discours critique assez peu articulé sur ce caractère libéral de l'Europe. En étudiant en détail certaines des décisions politiques majeures et les stratégies de négociation pour y parvenir, il montre précisément comment les acteurs de la construction européenne se sont emparés de la notion de marché pour en faire le levier d'une relance de celle-ci.

A cet égard, le résultat le plus spectaculaire – qui constitue le cœur de l'ouvrage – est sans conteste de montrer en quoi le « marché », dans le cadre de la construction européenne est en réalité un répertoire d'idées et non pas un concept aux contours définis ; de montrer en quoi le recours à la notion de marché a permis de créer les conditions d'un consensus politique improbable entre les tenants d'un véritable libéralisme économique et ceux qui restaient attachés à l'interventionnisme politique en matière économique, entre les fédéralistes convaincus et les souverainistes militants.

En montrant précisément les conditions politiques d'élaboration de chacun de ces pans de la construction communautaire, l'étude fait litière d'une sorte de déterminisme historique rétrospectif. Le visage de l'Europe tel qu'il se présente aujourd'hui n'était pas forcément impliqué par les traités tels qu'ils ont été conclus et rédigés en 1957. Que les pères fondateurs aient choisi la voie de la coopération économique concrète est un fait acquis. Il n'était aucunement nécessaire, pour autant, que cette coopération prenne la forme qu'elle a progressivement adoptée dans les années 1980, lors de l'élaboration de politiques dont leurs auteurs ne savaient d'ailleurs pas si



Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

elles allaient ou non être couronnées de succès. De cela, rien n'atteste mieux que les très grandes incertitudes qui, jusqu'au dernier moment, ont affecté l'adoption progressive de l'euro.

Il y a bien, dès lors, une stratégie politique à la fois précise et nouvelle, décidée et mise en œuvre par les États au Conseil, mais sous l'aiguillon efficace et inlassablement actif de la Commission. De cette politique, la notion de marché était le pivot. Recourir à celle-ci, c'était utiliser un terme acceptable pour tout le monde pour parvenir à un consensus sur des réformes dont le caractère économiquement libéral était extrêmement variable. En d'autres termes, c'est précisément l'extrême plasticité de la notion de marché qui en a fait l'efficacité politique.

La thèse est originale et ambitieuse. Elle permet de proposer une explication à quelques paradoxes bien connus de l'Union européenne. Le fait particulièrement que les deux principaux postes budgétaires de l'Union soient la PAC et les politiques structurelles, qui sont, pour dire le moins, des politiques fort peu libérales. Le fait, encore, que la création de ces fonds structurels ait été l'œuvre presque exclusive de la Commission européenne, cette même Commission qui, parallèlement, mettait en œuvre une politique de concurrence dont on critiquait alors l'extrême rigidité.

Pour étayer son argumentation, l'auteur s'appuie sur l'étude précise de quatre cas : la construction d'une zone financière unique, celle d'un marché intérieur de l'énergie, l'adoption d'une politique structurelle et l'élaboration d'une Union économique et monétaire. Pour chacun de ces exemples, qui fait l'objet à chaque fois d'un chapitre propre, le marché sert d'outil de justification, d'argument rhétorique propre à faire émerger les conditions d'un consensus politique toujours difficile à obtenir. Jamais, de ce fait, il n'est chargé du même sens ni du même rôle.

Chacun de ces chapitres, parfois assez techniques, permet de suivre pas à pas l'élaboration

de la décision, les hésitations, les volte-face parfois, qui ont accompagné le processus. La description de ce que l'auteur appelle la « saga de la libéralisation de l'électricité », par exemple, permet de montrer à merveille la très grande ambiguïté des acteurs de l'époque, à commencer par les Français, qui d'un côté ont semblé un moment s'opposer à la libéralisation tout en préparant leur industrie à en tirer les bénéfices. L'Union européenne, en jouant sur ces ambiguïtés, a réussi à convaincre progressivement un ensemble d'acteurs aux intérêts divergents que la construction d'un marché intérieur de l'électricité était effectivement souhaitable et qu'il était nécessaire d'introduire une concurrence là où elle n'existait pas. L'objectif de l'auteur n'est pas ici de se prononcer sur les vertus ou les défauts d'une telle libéralisation. Il est plutôt de montrer comment, en s'appuyant sur l'idée de marché (et en modifiant très profondément, et à plusieurs reprises, ses propositions) la Commission a pu faire adhérer des États aux politiques très différentes à un projet d'une incontestable ampleur économique et politique.

Dans le même sens, mais en donnant cette fois à la notion de marché un contenu tout à fait différent, c'est la Commission qui s'est chargée de convaincre les États d'abonder à des fonds chargés d'être dépensés dans le cadre de la politique structurelle. Le choix était ici doublement risqué, d'abord parce que ces fonds, en tant que mécanisme de redistribution, n'ont rien de libéral, ensuite parce qu'ils supposaient une augmentation du budget global de l'Union dont les États étaient alors loin d'être convaincus. La justification était ici encore celle de la construction d'un marché, vu cette fois comme un espace commun au niveau de développement comparable. Aux tenants du laisser-faire, on faisait valoir que compenser les inégalités régionales de l'Europe à l'aide des fonds structurels, c'était améliorer la compétitivité des régions. Aux interventionnistes, on affirmait qu'il s'agissait là d'un embryon de politique sociale. Dans les deux cas, c'était bien le marché qui servait de pivot à l'argumentation, permettant d'obtenir l'adhésion des différents gouvernements européens, de droite comme de gauche.

Construire l'Europe par le marché, dès lors, c'était aller de l'avant dans la construction euro-

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

péenne, c'était lancer des projets politiquement très ambitieux, en rassemblant autour de ceux-ci des Etats aux conceptions économiques et politiques fortement divergentes. Le résultat n'était pas garanti d'avance. Avec le recul, il faut saluer un incontestable succès, dont Nicolas Jabko permet de beaucoup mieux comprendre les ressorts.

Et maintenant ?

Il apparaît assez clairement que la stratégie du marché montre aujourd'hui ses limites. L'ambiguïté fondamentale du recours à la notion de marché, tout d'abord, ne pouvait perdurer infiniment. Des choix politiques essentiels doivent aujourd'hui être faits et assumés peut-être plus clairement qu'ils ne l'ont été jusqu'ici. Par ailleurs, le rejet assez massif dont fait l'objet le recours aux seuls arguments économiques, encore accentué par la crise, montre qu'il est aujourd'hui urgent de trouver d'autres leviers d'action. Ces leviers, institutionnellement, existent déjà. Depuis le traité de Maastricht, tout particulièrement, ont été élaborés de nouveaux instruments, visant précisément à faire sortir de son lit purement économique la construction européenne.

A cet égard plus que l'Europe sociale, encore largement théorique, l'espace de liberté, sécurité, justice est peut-être l'un des candidats les plus prometteurs. Au sein de l'Europe, en effet, se bâtit progressivement un espace de justice au service du citoyen encore largement méconnu mais potentiellement de grande envergure. La promotion des libertés fondamentales, l'élaboration d'un statut du citoyen et de la famille européenne, l'émergence d'une nouvelle coopération pénale : tous ces nouveaux domaines, et bien d'autres encore, sont désormais explorés au sein de l'espace de liberté, sécurité, justice. Leur importance indéniable, leur proximité avec les préoccupations quotidiennes laisse penser qu'il s'agirait là d'un domaine d'action à la fois ambitieux et susceptible de réconcilier l'Europe avec ses citoyens.

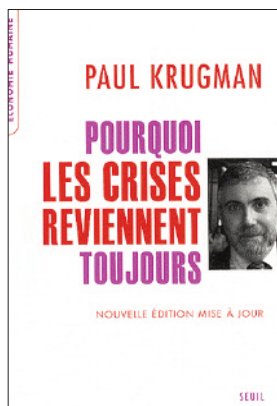
Le levier existe donc bien. Il reste à trouver un nouveau Delors pour s'en emparer.

CHRONIQUES

ECONOMIE

7. POURQUOI LES CRISES
REVIENNENT TOUJOURS**Paul Krugman**Editions Seuil,
collection Economie Humaine,
août 2009, 214 pages, 17 €

PAR JOEL LE DEROFF



Le lecteur espérant découvrir l'explication de la crise par le prix Nobel de l'économie 2008 « dans le style limpide qui a fait sa renommée mondiale », comme promis par la quatrième de couverture, aura peut être un moment de déception en constatant qu'il s'agit d'une édition mise à jour d'un ouvrage paru il y a une dizaine d'années.

Cette prise de conscience une fois passée, il pourra remercier la collection de Jacques Généreux d'avoir publié en français ce que l'auteur définit comme un traité analytique retraçant l'histoire macro-économique des vingt dernières années. L'emballage ne ment pas : le non initié aura droit à des rappels et à des explications abordables, ainsi qu'à des aperçus utiles sur les expériences de nombreux pays clés de notre économie mondialisée. Le tout suivant un plan qui a quelque chose en commun avec le roman policier : une progression vers la solution, soigneusement gardée pour la fin, des énigmes posées.

L'histoire récente... ou comment ne pas en tirer de leçon

1982, 1987, 1990, 1995, 1997, 1998, 1999, 2001... Il ne s'agit pas ici de prouver que je sais compter jusqu'à 2010. Je me contente d'énoncer les dates des principales alertes ayant secoué l'économie mondiale et déstabilisé des pays ou des régions entières au cours du dernier quart de siècle. Une fois tous les trois à quatre ans, en moyenne.

Mexique, Etats-Unis, Japon, Mexique, Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Corée, Russie, Brésil, Argentine... Il ne s'agit pas du catalogue d'une agence de voyage, mais de la liste des grands pays touchés par ces épisodes violents. Encore s'épargne-t-on d'autres détours moins exotiques comme celui de 1992-1993 et de la crise du système monétaire européen qui affecta notamment le Royaume-Uni et l'Italie, et qui eut il est vrai des effets moins violents sur l'économie réelle.

Dans chacun de ces exemples, nous retrouvons des dégâts économiques et sociaux considérables, une chute brutale de la richesse nationale, des destructions d'emploi massives. Dans chacun de ces exemples, la communauté financière internationale, sur la base du consensus de Washington¹, a retenu des solutions drastiques d'austérité budgétaire et de politique monétaire restrictive. Une nécessité manifeste... Dès lors que la priorité absolue était de rassurer des investisseurs.

Mais s'est-on intéressé à la manière dont les mêmes investisseurs, ainsi que les fonds opérant des placements, tous à la recherche de rentabilité (c'est humain !), effectuaient leurs choix ? Et si d'aventure les choix de ces agents n'obéissaient pas à une logique rationnelle, s'est-on demandé, comment y remédier ? Quel est le moteur de leur sur-réactivité aux effets d'annonce, positifs comme négatifs ? Pourquoi une telle déconnexion entre économie réelle et économie financière ? Pourquoi les fluctuations de la seconde ont-elles néanmoins des conséquences destructrices sur la première ?

Peu de réponses à ces questions qu'il serait pourtant bien légitime de considérer comme fondamentales. Résultat : 2008 et la crise, mondiale, cette fois. Et ce que Paul Krugman appelle

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

le retour d'une « économie de dépression », allusion à des phénomènes que les pays développés n'avaient plus connus depuis les années 1930, et en particulier à l'incapacité de la demande à repartir, en dépit des incitations des autorités monétaires et des plans de relance gouvernementaux. En termes savants : « la trappe à liquidités ».

Pourquoi de tels échecs, et que faire : quelques principes de base

En laissant entendre que Paul Krugman « met au jour une crise du système lui-même, de sa logique fondée sur la libre circulation des capitaux et la valorisation du capital, alors qu'une prospérité durable suppose de donner la priorité à la satisfaction des besoins du plus grand nombre et de distribuer équitablement le pouvoir d'achat », la quatrième de couverture ferait presque passer l'auteur pour un socialiste. C'est sans doute aller un peu au-delà des positions politiques de ce keynésien d'aujourd'hui.

Il n'en reste pas moins que les insuffisances de la régulation et de l'intervention publiques sont au cœur du raisonnement. C'est bien là que résident les solutions des énigmes exposées par ce livre – à défaut de solutions miracles et sûres pour sortir de la crise.

Puisque tout repose sur la confiance (des investisseurs et spéculateurs), sur quoi celle-ci se fonde-t-elle donc, et comment en arrive-t-elle à faire défaut ? Le talent de Paul Krugman est de démontrer de manière claire ce que nous présentons déjà depuis quelques crises.

Premièrement, les agents économiques attendent d'une économie nationale qu'elle soit conforme au modèle défini par l'idéologie dominante du moment. La domination de cette idéologie est elle-même assise sur un consensus dont l'établissement doit beaucoup au conformisme de l'élite financière, politique, économique et parfois universitaire.

Deuxièmement, conditionné par l'idéologie dominante, le marché est lui-même susceptible de réagir de manière disproportionnée par rapport à la nature des informations qui sont disponibles. Les informations optimistes, comme les informations négatives. Voici donc expliqué le mécanisme des bulles comme celui de leur éclatement. Les anticipations ne sont pas rationnelles, mais elles sont auto-réalisatrices. Sans doute faut-il ajouter que l'appréciation des informations est également conditionnée par des effets de mode et par des préjugés.

Par exemple, lorsque les pays occidentaux s'enthousiasment pour le Japon, celui-ci a déjà, depuis longtemps, effectué son rattrapage économique et n'est pas loin d'aborder sa longue stagnation des années 1990-2000. Quelques années plus tard, l'ensemble des pays d'Asie du sud-est sont mis dans le même sac par les institutions financières, malgré les différences notables existant entre eux.

Troisièmement, aux côtés du secteur bancaire régulé depuis les années 1930 par un ensemble de codes de conduite, de normes juridiques et d'obligations de réserve, existe un « secteur bancaire de l'ombre ». C'est l'expression, parlante à souhait, choisie par Paul Krugman pour décrire les fonds et autres institutions financières dont l'activité correspond à la définition du cœur de métier des banques, sans pour autant être considérés comme tels. Et qui échappent pour cette raison aux régulations, développant des techniques génératrices d'instabilité. « Du point de vue de l'économiste, les banques se définissent par ce qu'elles font. C'est la promesse d'un accès immédiat à des liquidités pour ceux qui lui confient leur argent qui caractérise d'abord la banque, même si elle investit la majeure partie de cet argent dans des actifs qui ne peuvent pas être liquidés sans préavis ». Toute institution agissant de la sorte doit donc être soumise aux règles régissant le secteur bancaire. C'est de ce principe simple que l'économie financière des dernières années s'est affranchie.

Tout en sauvant ce qui peut être sauvé des institutions de crédit, agissons pour une relance massive. Et, en attendant de changer le paradigme de fonctionnement de tous les agents économiques, assurons-nous au moins que nos

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

régulations couvrent bien l'ensemble des champs qu'elles ont vocation à encadrer. Voici l'urgence.

Ne se serait-on pas ému, dernièrement, dans certains cercles financiers européens, d'avoir en Michel Barnier (!!) un nouveau commissaire européen trop « régulationniste » pour le portefeuille du marché intérieur et des services financiers ?

Un livre à mettre en fiches d'urgence, et à distribuer à nos gouvernants !

1. Expression créée en 1989 par l'économiste John Williamson pour résumer les mesures standard alors recommandées aux économies en difficulté par les institutions financières internationales sises à Washington que sont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, soutenues, en la matière, par le Département du Trésor américain.

CHRONIQUES

HISTOIRE

8. 428.

*Une année ordinaire à la fin de l'empire romain***Giusto Traina**Editions Les belles lettres,
2009, 282 pages, 25 €

PAR BENJAMIN FOISSEY

C'est à un exercice historique très peu courant que s'est livré Giusto Traina, universitaire italien spécialiste de l'Arménie. Une perspective très éloignée de la Grande histoire et de ces grandes dates dont l'importance est souvent remise en cause par l'étude des faits. L'année 428, en effet, passe souvent inaperçue dans les études scolaires dédiées à l'Empire romain ou dans les manuels d'histoire.

On lui préfère très nettement 410, année de la prise et du sac de Rome par les Wisigoths, ou encore 476, année qui vit le dernier empereur romain occidental Romulus Augustule, dont le prestige est inversement proportionnel à celui de ses deux noms, rendre symboliquement les armes devant Odoacre. Les symboles du déclin puis de la chute donnent à l'histoire un caractère tragique propre à fasciner, au prix parfois d'une certaine distance avec la réalité des faits.

Cette année 428 a comme fait le plus marquant la fin du royaume d'Arménie, en fait la reprise en main des territoires de langue arménienne par le puissant empire perse Sassanide aux dépens de Theodose, alors empereur romain oriental. Il ne s'agit en rien d'un tournant crucial, tout au plus d'une déconvenue pour Constantinople. L'intérêt de l'ouvrage n'est pas dans le déploiement d'une histoire linéaire mais dans le portrait qu'il dresse d'un univers qui, par certains aspects, nous fait penser au nôtre et



jette quelque peu le trouble sur nos totems.

L'empire romain d'Occident demeure à cette date une réalité, une cour s'est rétablie dans la nouvelle capitale de Ravenne, dont l'urbanisme préfigure Venise. J'entends ici par réalité plutôt

le fait que cette entité continue d'avoir la puissance nécessaire au maintien d'un lien crédible entre son univers conceptuel et le monde qu'il affronte, ce qui n'empêche pas le décalage de se creuser. En Gaule mais aussi en Espagne et en Afrique, les confédérations tribales germaniques dans leur majorité se sont profondément installées au cœur des diocèses romains. Elles sont, pour certaines d'entre elles, « fédérées » ou « alliées » de Rome, ce qui leur permet de demeurer au cœur d'un Empire qui conserve ainsi la face. Les Wisigoths en Aquitaine mais aussi les Burgondes constituent des Etats dans l'Empire.

Valentinien, un empereur romain d'Occident remis sur le trône par son *alter ego* oriental Theodose, se tient passivement au centre d'un jeu complexe d'intrigues à la cour de Ravenne qui voient s'affronter de grands généraux, champions de la romanité face aux barbares certes, mais le plus souvent grâce aux barbares qui depuis longtemps ont massivement intégré l'armée romaine. Le plus célèbre est Aetius, qui écrase cette même année 428 les Francs entre la Moselle et le Rhin mais reste célèbre pour avoir, quelques années plus tard, repoussé les Huns lors de la Bataille des champs catalauniques. Son rival, Boniface, s'apprête alors à recevoir l'assaut des Vandales depuis l'Espagne sur l'Afrique. Ces patrices, généraux ou comtes, font figure de grands aventuriers s'efforçant, pour eux mais aussi pour une idée qu'ils se font d'une romanité éternelle, de colmater certaines brèches et de sauver les apparences. La réalité de cet empire réside plus dans une domination des mers et des ports que dans le contrôle des terres. Il serait cependant excessif de parler à cette date d'un Etat fantôme, vide de sens ou de puissance.

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

Cette fébrilité et le talent mis pour poser un vernis romain sur une réalité qui s'en écarte, pour glorifier des distinctions entre romains et « barbares », entre sénat de Rome et conseil municipal, de plus en plus tenus, sont un indicateur de déclin bien plus sûr qu'une défaite militaire. Les intellectuels les plus brillants de l'époque, Saint Augustin au premier chef depuis son évêché d'Hippome bientôt pillé par les Vandales, ne se laissent pas tromper. La désagrégation de l'idéal romain d'unité politique tout comme les peuples qui bâtiront moins d'un demi-siècle plus tard des embryons d'Etats sans aspirations universelles posent certains des éléments politiques centraux de l'Europe telle que nous la connaissons aujourd'hui, sans que l'on puisse dire qu'une dynamique inéluctable était enclenchée.

Autre puissance politique appelée à un avenir certain, le christianisme. Il s'impose doucement, connaît des avancées mais aussi des reculs significatifs d'une résistance païenne qu'il ne faut en aucun cas imaginer comme une idéologie unifiée. Le paganisme, au début du V^{ème} siècle, constitue une myriade de résistances aussi politiques que religieuses à une donne nouvelle. Il prend la forme d'un parti sénatorial conservateur, méprisant et tenace à Rome, d'un ensemble de postures philosophiques à Athènes et du simple maintien de cultes très localisés dans nombre de campagnes.

Le christianisme lui-même prend des formes très diverses tant au niveau du dogme que des pratiques. L'ascétisme le plus radical, notamment en Syrie et en Asie mineure, cohabite avec un christianisme plus pragmatique porté par des évêques dont la fonction objective s'apparente beaucoup plus à celle du haut fonctionnaire ou de l'homme d'Etat. Nestorius, moine syriaque nommé archevêque de Constantinople par Theodose, remplit ainsi un rôle éminemment politique. Bien que l'Eglise officielle soit alors unie face à un nombre incalculable d'hérésies dont certaines telles le donatisme ou l'arianisme, acquièrent une puissance certaine, des différences dans le rapport au religieux se font sentir entre

Orient et Occident. A Rome et Ravenne, les luttes politiques ne revêtissent pas l'aspect de controverses théologiques abstraites qu'elles ont à Constantinople.

L'intérêt de cet ouvrage, outre les partis pris méthodologiques originaux, réside dans cette capacité qu'a l'auteur de nous faire sentir un certain temps long à travers la description du temps court. Dans cette romanité dont la réalité change bien plus vite que les mythes politiques, il peut également arriver au lecteur de reconnaître certaines postures, face à un monde angoissant, qui ne nous sont pas tout à fait étrangères.

CHRONIQUES

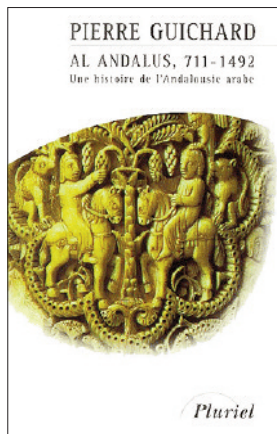
HISTOIRE

9. AL-ANDALUS, 711-1492. *Une histoire de l'Espagne musulmane*

Pierre Guichard

Editions Hachette,
septembre 2001, 269 pages, 6,90 €

PAR BENJAMIN FOISSEY



L'essentialisme culturel qui refait massivement son apparition en politique depuis les années 1980 remet au goût du jour l'utilisation politique de l'Histoire, chose très différente de l'utilisation politique des historiens qui pourrait, dans ce contexte, faire figure d'anti-

dote. Nombreux sont les débats télévisés, les marronniers journalistiques au cours desquels, face à la sempiternelle question de la solubilité de l'Islam dans la République, le cas Al-Andalus est invoqué tel un symbole maçonnique dans le *Da Vinci Code*.

Ce livre a l'avantage de remettre certaines idées communes à leur place, quel que soit, d'ailleurs, le camp politique qui s'en fait le héraut. Le choc des civilisations, comme la tolérance de l'Islam andalou, le roman national français dans son chapitre poitevin et le roman national espagnol et son « hibérité » qui aurait traversé les siècles des Wisigoths à Isabelle de Castille, en font les frais. Au passage, quelques figures politiques étonnamment actuelles parsèment un récit passionnant.

Al Tariq, conquérant de l'Espagne wisigothique, est sans doute la première de ces figures. Jeune meneur d'hommes manifestement très ambitieux, il est à la tête de contingents en majorité berbères. Ses succès face aux troupes du roi Rodrigue le mettent en délicatesse avec le gouverneur d'Afrique jaloux de l'étoile montante. Il est aidé, on ne sait pas à quel point, par le « Comte Julien », gouverneur de Ceuta pour le compte de la monarchie de Tolède, laissé en place par les conquérants musulmans et qui, visiblement, chercha à se venger du roi wisigoth qui aurait « forcé la porte » de la chambre de sa fille alors à Tolède.

Les amateurs des chroniques de messieurs Deloire et Dubois apprécieront. Le programme politique, certainement présent chez les faucons de la conquête musulmane, les qaysites, n'est qu'un élément parmi beaucoup d'autres permettant d'expliquer cette campagne. Les appétits d'outsider comme des amours pas forcément partagées ou acceptées par la belle famille tiennent une part non négligeable dans cette aventure militaire.

S'ensuivent des expéditions dans ce qui deviendra la France, des alliances avec des ducs ou patrices wisigoths et francs, d'autant plus intéressantes que l'on se rend compte que la victoire de Poitiers, point d'arrêt parmi d'autres en Gaule de l'invasion arabo-berbère, permet surtout aux maîtres de palais francs de mater les velléités séparatistes aquitaines et provençales bien qu'elles soient dès cette époque perçues comme une victoire de la chrétienté face à l'Islam.

La prise de pouvoir, en 756 à Cordoue, par un membre de la famille Omeyyade renversée six ans plus tôt à Bagdad, marque le commencement de la période califale, caractérisée à son terme par des conflits de légitimité qui, là aussi, nous sont familiers par certains aspects. A côté de la famille émirate omeyyade porteuse d'une légitimité historique et religieuse, se développe une dynastie de hâdjib (huissier, gouverneur, terme très proche en Al Andalus du maire de palais carolingien). Ces derniers finissent par détenir le pouvoir réel sans jamais parvenir, pour autant, à remplacer les émirs.

Ils tiennent leur légitimité de l'action et se livrent à une inflation d'expéditions militaires en

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

direction des royaumes chrétiens du nord. Al Mansour, l'un de ces hâdjib qui franchit un pas supplémentaire dans la provocation en ce proclamant roi (Malik), est une des figures les plus connues d'Al Andalus. En déficit constant de légitimité face aux derniers omeyyades, il appela chaque année à la guerre sainte contre les chrétiens du nord, se lança dans des raids innombrables contre le Léon et le comté de Barcelone sans jamais pour autant détruire ces entités. Ces actions pour l'action d'al mansour et de ses successeurs, accompagnées d'une propagande massive, n'eurent pour effet que d'accélérer la rupture avec les omeyyades et l'éclatement définitif d'Al Andalus en petits émirats.

Une légitimité qui vient de la définition d'un ennemi et qui ne peut perdurer que tant que cet ennemi se maintient comme tel, cela rappelle des croisades contre le terrorisme ou l'insécurité très actuelles.

L'éclatement de l'Espagne musulmane à l'orée du second millénaire en petits royaumes qui se limitent le plus souvent à une ville-centre et sa campagne, les Taïfas, ouvre une période riche aussi bien culturellement que politiquement. La concurrence de ses micro-Etats, dans le champ du mécénat notamment, a donné des résultats splendides. Les alliances qui se font et se défont entre Taïfa et royaumes chrétiens, l'emploi massif de mercenaires venus du nord, dont le fameux Cid, par les petits Etats musulmans relativisent le clivage civilisationnel.

Le jihad contre les Etats chrétiens en expansion revêt le caractère de mot d'ordre politique et sert des confréries almoravides puis almohades en Espagne sans aboutir jamais à un renversement durable de la situation. Le résultat de l'appel à la guerre sainte est toujours la prise de pouvoir d'un camp musulman au dépend d'un autre à l'intérieur de l'Islam.

Quand au rayonnement culturel d'Al Andalus, il est évident au regard de l'héritage architectural laissé notamment à Cordoue et

Grenade, dernier bastion musulman en Espagne. Les mariages singuliers que représentent par exemple les cultures mozarabe et juive d'al-andalus sont des signes indiscutables d'échanges. Ce dialogue entre les cultures et la tolérance religieuse doivent cependant être relativisés.

Le sort réservé aux chrétiens, aux juifs et aux mozarabes varient dans le temps et l'espace. Ce qui est frappant, c'est le parallélisme des catégories nées de la conquête musulmane et de la *reconquista* chrétienne.

Il y eut dans les deux cas ceux qui partageaient sans ambiguïté la religion des nouveaux maîtres, musulmane puis chrétienne, mais aussi ceux qui adoptèrent cette religion et/ou cette culture et qui furent toujours suspectés au minimum d'ambivalence, les mozarabes après la conquête musulmane, les morisques, les *conversos* et les *maranes* après la *reconquista* chrétienne.

Il y eut enfin ceux qui rejetèrent radicalement la culture et la religion des vainqueurs, qui prirent les armes et se lancèrent dans la guérilla. On les retrouve aussi bien après la conquête musulmane qu'après la reconquête chrétienne. Cette étrange similarité des contraires paraît là aussi singulièrement actuelle.

Esprit Critique

se faire son opinion

ECHAPPEES

CINEMA

10. INVICTUS

Film américain réalisé par

Clint Eastwood

Sortie en France : 13 janvier 2010

PAR JEREMY SEBBANE

Depuis à peu près une décennie maintenant, Clint Eastwood n'est plus le justicier à la gâchette facile des westerns archi-rediffusés du type *Pour une poignée de dollars*, mais un réalisateur encensé par les critiques et dont les films rencontrent souvent massivement le public.

On se souvient naturellement de l'époustouflant *Gran Torino*, de l'exceptionnel *Million dollar baby* ou de l'excellent *Mystic River* (les plus sentimentaux auront, eux, retenu *Sur la route de Madison* qui aura fait couler bien des larmes).

Autant dire donc qu'on partait les yeux fermés voir *Invictus*, dernière création en date du réalisateur multirécompensé, qui nous replonge dans l'Afrique du Sud post-apartheid au lendemain de l'élection historique à bien des égards de Nelson Mandela à la présidence.

Un problème cependant : si le sujet du film est ambitieux parce qu'il raconte un aspect méconnu de l'histoire du pays (comment Nelson Mandela a tenté d'unir l'ensemble des citoyens d'Afrique du Sud en s'alliant avec le capitaine de l'équipe nationale de rugby afin que noirs et blancs vibrent pour cette même équipe et la soutiennent pour la Coupe du monde), la façon de le traiter est tout simplement consternante.

Non seulement le film aligne des scènes de pathos terribles agrémentées de petites musiques sirupeuses à souhait, mais la présentation de Nelson Mandela comme une sorte de saint laïc disant toujours « Bonjour » à tout le

monde, faisant toujours de beaux sourires, plaisantant gaiement avec ses assistantes et ne s'énervant jamais est simplement ridicule.

Il ne s'agit bien sûr pas de considérer qu'il aurait fallu présenter Nelson Mandela comme un tyran, mais qu'il aurait probablement été plus juste de le dépeindre comme un homme capable d'avoir des doutes, des failles, des hésitations voire des faiblesses.



Au final, persuadé d'avoir un nouvel Oscar grâce à ce sujet historico-sportivo-biographique qui plaît toujours aux votants, Clint Eastwood livre une œuvre globalement ennuyeuse, filmée de façon convenue et avec une interprétation minimaliste de la plupart des acteurs.

Morgan Freeman en Nelson Mandela est tout à fait crédible mais fait le strict minimum, tant il est desservi par la faiblesse du scénario. Quant à Matt Damon, celles et ceux qui étaient entrés dans la salle pour voir son joli sourire et ses abdos saillants en auront pour leur argent, mais l'acteur ne parvient hélas jamais à rendre son personnage attachant.

Enfin, et c'est un comble pour un film plein de bonnes intentions et qui se veut aussi politiquement correct que possible (les méchants – blancs et noirs – deviennent tous gentils à la fin...), on peut rester sceptique quant au message global du film qui pourrait se résumer à : « Vive le sport qui permet d'effacer toutes les différences et de régler bien des problèmes politiques ».

Sans considérer le sport comme une sorte d'opium du peuple, on peut simplement se rappeler, nous Français, que celles et ceux qui ont assisté à l'apologie de la « France black-blanc-beur », fruit de la victoire française à la coupe du monde, se sont réveillés quatre ans plus tard avec Jean Marie Le Pen au deuxième tour et cinq ans après dans une France qui dispose d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale.

De quoi sérieusement nuancer le message simpliste de ce film peu inspiré...